

Table Ronde de l'Education en République Démocratique du Congo

« Vers une stratégie pour une Education de qualité pour Tous »

Rapport général

Kinshasa, 20 – 22 septembre 2004

1. INTRODUCTION

Du 20 au 22 septembre 2004 il s'est tenu au Centre Catholique NGANDA de Kinshasa les travaux de la Table Ronde de l'Education en République Démocratique du Congo. Cette Table Ronde a eu pour thème : « Vers une stratégie pour une Education de qualité pour Tous ».

Financée par le Gouvernement belge, ladite Table Ronde a poursuivi les objectifs suivants :

- 1° Définir les priorités pour l'ensemble de la chaîne éducative ;
- 2° Promouvoir le processus de dialogue entre les acteurs congolais d'une part, et entre les autorités et les bailleurs de fonds d'autre part ;
- 3° Développer un partenariat entre les acteurs congolais et les acteurs internationaux afin d'optimiser l'utilisation des ressources pour une action concertée sous le leadership du Gouvernement de la République Démocratique du Congo

Il faut signaler que dans sa phase préparatoire, la Table Ronde a bénéficié du concours des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la RDC dans le secteur de l'éducation, tous membres du Comité de concertation, et des experts congolais issus des Ministères de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ainsi que des Affaires Sociales.

2.. PARTICIPANTS

La Table Ronde de l'Education a connu la participation de 95 représentants provenant des Institutions ci-après :

- (a) Gouvernement de la République Démocratique du Congo :
 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ;
 - Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
 - Ministère des Affaires Sociales.
- (b) Partenaires bilatéraux
 - Belgique
 - France
 - USA (USAID)
 - Grande Bretagne (DFID)
 - Japon
- (c) Partenaires multilatéraux
 - UNESCO
 - UNICEF
 - Banque Mondiale
 - ADEA
- (d) Partenaires éducatifs nationaux
 - Coordination nationale des écoles conventionnées catholiques ;
 - Coordination nationale des écoles conventionnées protestantes ;
 - Coordination nationale des écoles conventionnées kimbanguistes

- Coordination nationale des écoles conventionnées de l'Armée du Salut ;
- Syndicats des enseignants du primaire et secondaire ;
- Syndicats des enseignants de l'ESU ;
- Association des parents d'élèves et étudiants du Congo : ANAPECO
- Associations des écoles privées agréées : ASSONEPA, CEPACO.

Note : voir la liste nominative des participants en annexe.

3. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

3.1. Cérémonie officielle d'ouverture

La cérémonie officielle d'ouverture des travaux a été présidée par Son Excellence Monsieur Arthur Z'AHIDI NGOMA, Vice-Président de la République en charge de la Commission gouvernementale sociale et culturelle. Quatre temps forts ont marqué cette cérémonie, à savoir :

- le mot de bienvenu de Madame Martine Van DOOREN, Représentante du Gouvernement belge ;
- le message de Monsieur Francisco SEDDOH, Représentant de l'UNESCO ;
- le discours de Son Excellence Monsieur INGELE IFOTO, Ministre des Affaires Sociales ;
- le discours de Son Excellence Monsieur N'DOM NDA OMBEL, Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ;
- le discours de Son Excellence Monsieur Jérôme KAMATHE, Vice-Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, représentant son Ministre en mission de service à l'étranger ;
- l'allocution d'ouverture de Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République en charge de la Commission gouvernementale sociale et culturelle.

3.2. Présentation du calendrier des travaux

Les travaux se sont déroulés en plénière et en groupes, de 9 h⁰⁰ à 17 h⁰⁰, selon le calendrier suivant :

- Jour 1 : 20 septembre 2004
 - Présentation du Comité de concertation et du processus de la Table Ronde
 - Exposé sur l'état des lieux du secteur de l'éducation
 - Exposé sur le programme « Education Pour Tous »
 - Exposé sur les expériences de l'UNICEF dans l'enseignement primaire
- Jour 2 : 21 septembre 2004
 - Exposé sur la Pacte de Modernisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (PADEM)
 - Exposé sur le processus d'élaboration du Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)
 - Exposé d'orientation sur les travaux en groupes
 - Travaux en groupes :

- Groupe 1 : Qualité de l'enseignement et de la formation
 - Groupe 2 : Accès à l'éducation
 - Groupe 3 : Adéquation Formation – Emploi
 - Groupe 4 : Gestion institutionnelle
- Jour 3 : 22 septembre 2004
 - Présentation des rapports des groupes + discussion en plénière
 - Réunion du Comité de concertation sur les modalités de suivi des recommandations de la Table Ronde
 - Cérémonie de clôture

4. RAPPORTS DES TRAVAUX

Ce paragraphe reprend les rapports des travaux en plénière ainsi que ceux des travaux en groupes.

4.1. Rapports des travaux en plénière

Les travaux en plénière ont tablé sur les exposés portant sur :

- Présentation du Comité de Concertation des intervenants dans le secteur de l'éducation
- Etat des lieux du secteur de l'éducation : EPSP
- Etat des lieux de l'Education non formelle ;
- Programme sur l'Education Pour Tous (EPT),
- Expériences de l'UNICEF dans l'enseignement primaire ;
- Programme de Modernisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (PADEM) ;
- Processus d'élaboration du Document Stratégique sur la Réduction de la Pauvreté (DSRP).
- Orientation sur les travaux en groupe.

4.1.1. Présentation du Comité de Concertation Par Pieter VERMAERKE

Intervenant le premier, Monsieur Pieter VERMAERKE, Attaché de la Coopération belge, a présenté le Comité de concertation en le définissant comme un cadre où se retrouvent les acteurs nationaux et internationaux intervenant dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo. Créé dans le souci d'assurer une meilleure coordination des interventions dans le secteur, le Comité de concertation se réunit tous les trois mois sous la coordination de l'UNESCO. Il a déjà tenu deux réunions dont la dernière date du mois de mars 2004. La troisième réunion prévue au mois de juin 2004 n'a pas pu se tenir en raison du souhait des membres dudit comité de faire coïncider la tenue de cette réunion avec celle de la Table Ronde Education. La raison était qu'il fallait saisir cette opportunité qu'offrait la Table Ronde Education pour pouvoir présenter aux participants les activités de ce comité de concertation et de le responsabiliser dans le suivi des recommandations issues de cette Table Ronde.

4.1.2. Etat des lieux du système éducatif congolais/ Secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP) *Par M. KUBINDIKILA*

a. Exposé

Cet exposé a d'abord présenté la situation du secteur de l'EPSP, en a fait ressortir les contraintes majeures et a proposé des pistes de solution.

En ce qui concerne la situation de l'EPSP, les aspects suivants ont été épinglés :

1. La couverture scolaire par niveau
2. L'accès à l'éducation
3. Le niveau de scolarisation
4. L'efficacité interne du système
5. L'encadrement pédagogique
6. L'évaluation pédagogique
7. Les programmes d'études et les manuels scolaires
8. Les infrastructures et équipements scolaires
9. Le financement du système éducatif
10. L'appareil statistique

Les principales contraintes sectorielles concernent :

1. La faible capacité sectorielle de planification et de gestion
2. La déscolarisation et la non scolarisation des enfants
3. La faible efficacité interne
4. Le manque de programmes, de manuels et de matériels didactiques
5. L'encadrement pédagogique peu efficace
6. La vétusté et le délabrement des infrastructures scolaires
7. L'inadéquation entre l'offre scolaire et la demande sociale
8. La démotivation du personnel enseignant
9. Le vieillissement du corps enseignant

Des recommandations ont été faites comme pistes de solution.

Il ressort de l'analyse de ces aspects que la situation du secteur de l'EPSP est critique et que la crise est profonde. Tous les indicateurs considérés sont négatifs.

b. Débat

Le débat qui a suivi l'exposé a indiqué que cette situation n'a pas évolué par rapport à ce qu'elle était lors des dernières rencontres (Etats généraux de l'éducation, Ateliers, etc.).

Certains points ont néanmoins été discutés pour compléter l'exposé, l'enrichir ou le corriger. Parmi ces points, il faut citer notamment :

1. l'éducation en situation d'urgence pour enfants avancés en âge. Certains enfants ont, à cause des guerres et conflits, arrêté leur scolarité. Comment faut-il les réintégrer dans le cursus normal ? L'expérience réalisée par l'Unesco dans la partie orientale du pays mérite d'être considérée et étendue à d'autres parties du pays en faveur de cette catégorie d'enfants. Pour cela, les manuels utilisés à l'Est doivent être adaptés.
2. l'enseignement national comprend les écoles publiques ainsi que les écoles privées agréées. L'état de lieu n'a porté que sur le secteur public. Il y a lieu de considérer aussi les statistiques du secteur privé. En effet, le secteur privé est très important dans les milieux

- urbains. A Kinshasa, il est même prédominant. Sur l'ensemble du territoire national, plus ou moins 15% des enfants congolais y sont inscrits.
3. Un problème important du système éducatif congolais n'a pas été abordé : la langue d'enseignement qui est le français. Celle-ci n'est maîtrisée ni par les enseignants, ni par les élèves. Il faut revaloriser les langues nationales ainsi que cela a déjà été recommandé.
 4. L'enseignement national doit mettre l'accent sur l'acquisition des vertus cardinales, les valeurs spirituelles, morales et civiques. Il doit combattre les anti-valeurs et les pratiques négatives.
 5. L'enseignement national doit être planifié et avoir une carte scolaire qui permette une implantation équilibrée des écoles et une distribution juste des programmes, manuels et autres matériels. Les statistiques montrent un grand déséquilibre dans ce domaine. Il y a lieu de noter qu'il a été décrié une certaine façon de travailler en vase clos sans consulter des spécialistes notamment ceux qui sont dans les Universités. Actuellement, l'Unesco et la BAD appuient le Gouvernement dans ce secteur.
 6. L'absence des programmes scolaires dans certaines parties du pays a été déplorée, spécialement à cause d'une mauvaise politique de distribution. L'UNICEF qui en a la charge n'étant pas représentée dans toutes les provinces, il en découle que certaines d'entre elles sont mal desservies. Il faut donc une meilleure coordination.
 7. Un problème spécifique concernant le réseau d'écoles de la GECAMINES a été soulevé. Il semble que cette société veut se désengager des activités scolaires. Que deviendront ces écoles ? La GECAMINES devra dans ce cas saisir les autorités de l'EPSP qui prendront les dispositions nécessaires.
 8. La scolarisation des filles, depuis le lancement, par l'UNICEF, de la campagne « Toutes les filles à l'école », a suscité dans certains milieux un débordement dépassant les capacités d'accueil des infrastructures. Que faire ?
 9. Enfin, l'épineux problème de la prise en charge des enseignants par les parents consécutive au désengagement de l'Etat du secteur de l'enseignement est considérée comme la cause principale de la crise du système éducatif congolais. La pauvreté des familles et le coût élevé des frais scolaires constituent des obstacles majeurs à la scolarisation des jeunes congolais. L'Etat doit prendre ses responsabilités et se réengager dans ce secteur vital.

4.1.3. Etat des lieux de l'éducation non formelle en République Démocratique du Congo **Par M. KAYEMBE**

a. Exposé

Cette communication a été articulée sur trois points :

- Aperçu général de l'éducation non formelle en RDC ;
- Etat des lieux de cette éducation de 1990 à 2004
- Suggestions et perspectives

L'aperçu général a concerné l'organisation et les activités de la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes du Ministère des Affaires Sociales qui coordonne (avec l'appui de l'Unesco) et collabore avec les différents intervenants dans ce secteur dans la formation, le partenariat, la production des matériels didactiques et manuels, infrastructures et équipements.

Pour ce qui est de l'état des lieux, il a porté sur le personnel enseignant, les programmes et les matériels didactiques, les infrastructures et équipements et les données statistiques. Dans l'ensemble, la situation est critique : poussée de l'analphabétisme, surtout chez les femmes, réduction des moyens d'intervention, faible niveau de rendement.

Des suggestions ont été faites sur le plan de l'organisation, de la coordination, de la planification, de la qualification du personnel et du financement.

b. Débat

Lors du débat qui a suivi l'exposé, les éléments suivants ont été évoqués :

1. La nécessité d'avoir une politique concertée entre le Ministère de l'EPSP et celui des Affaires Sociales. Les deux travaillent de manière parallèle alors qu'il y a lieu de créer une synergie d'actions par la collaboration.
2. L'organisation d'une éducation populaire dans le cadre de l'éducation pour tous à la fois sur le plan formel et non formel.

4.1.4. Education pour tous (EPT) en RDC

Par M. NLANDU

a. Exposé

L'exposé a commencé par une brève historique de l'EPT et l'engagement de la RDC dans ce domaine. Il a aussi indiqué que le Plan d'Action National de l'EPT (PAN/EPT) s'intègre dans les priorités du gouvernement en matière d'éducation.

L'orateur a donné la genèse du PAN/EPT qui est actuellement au stade de l'Avant de projet. Il s'articule autour de cinq domaines suivants :

1. l'éducation préscolaire, la protection et l'éveil de la petite enfance
2. l'éducation de base formelle
3. l'éducation de base non formelle
4. l'éducation et le VIH/Sida
5. l'éducation et le monde du travail

Chacun de ces domaines comporte des objectifs, des actions à réaliser et des stratégies pour y parvenir. Quant au coût, estimé d'abord à près de 5 milliards de dollars US pour 313 actions à entreprendre d'ici à 2015, il est actuellement en réexamen pour être réaliste compte tenu des ressources nationales et des possibilités alternatives extrabudgétaires.

L'orateur a aussi informé l'auditoire sur le processus de validation du Plan d'Action National de l'EPT, qui comprend les étapes suivantes :

- validation technique restreinte à travers l'actualisation de l'Avant avant projet élaboré en novembre 2002 (*tâche* réalisée en avril 2004) ;
- validation sociale à travers les ateliers provinciaux organisés dans tous les chefs-lieux de province (*tâche* en cours pendant les mois d'août et de septembre 2004) ;
- validation technique plus large impliquant les structures/Institutions n'ayant pas participé à la validation technique du mois d'avril 2004 ;
- approbation/appropriation par le Gouvernement du projet du Plan d'Action National de l'EPT ;

- présentation du Plan d'Action National de l'EPT aux parrains de l'EPT et autres bailleurs de fonds dans la perspective de la mobilisation des ressources pour sa mise en œuvre.

b. Débat

Les points suivants ont été relevés lors du débat qui a suivi l'exposé :

1. La convocation d'une table ronde de l'EPT. En effet, il est prévu une table ronde avec les bailleurs des fonds lors de la présentation du projet PAN/EPT après sa validation.
2. Dans le cadre de recherche des sources de financement, il a été proposé la création d'un Fonds National pour l'Education qui permettrait de mobiliser des moyens nécessaires à la réalisation du plan. Il existe déjà un cadre de concertation avec les partenaires et bailleurs des fonds.
3. Le PAN/EPT doit tenir compte des toutes les catégories d'enfants : les ruraux, les marginalisés, les minorités, etc. Il doit veiller à l'efficacité dans l'utilisation des ressources, à la qualité de l'éducation, à la responsabilisation et au partage des rôles, etc.

Le rôle de l'Enseignement Supérieur et Universitaire dans la réalisation de l'EPT a été souligné : appuyer l'EPT par la recherche, la formation des enseignants et des cadres, l'accueil des élèves sortant de l'EPT, etc.

4.1.5. Expériences de l'UNICEF dans l'enseignement primaire: Initiative « 25 pour 2005 », partenariat pour l'accélération de l'éducation des filles Par M. MOHAMED FALL

a. Exposé

Dans cette communication, l'orateur a d'abord précisé que le projet « Toutes les filles à l'école » se réalise en partenariat avec le gouvernement et les autres organismes. Il a aussi expliqué « l'initiative 25 pour 2005 ».

Après avoir fait état de la situation de l'enseignement primaire en RDC, caractérisée principalement par un faible taux d'accès et de promotion, par un taux élevé de redoublement et d'abandon et par des rendements médiocres, il a esquissé les stratégies d'intervention de l'UNICEF dans 2000 écoles ciblées dont les axes essentiels sont :

1. l'élargissement de l'accès à l'éducation de base
2. l'amélioration significative de la qualité de l'éducation de base
3. le renforcement du partenariat avec les autres intervenants
4. l'appui au renforcement des capacités

b. Débat

Les interventions après l'exposé ont porté sur les points suivants :

1. Pourquoi des initiatives isolées au lieu d'avoir une synergie entre partenaires ? Bien que l'on observe une certaine collaboration entre partenaires bilatéraux ou multilatéraux intervenant dans le secteur de l'enseignement, on constate néanmoins que leurs initiatives appuieraient mieux le système éducatif si elles étaient mieux coordonnées.

2. Impact du projet dans le milieu arabo-musulman. Il semble que dans ce milieu les filles soient l'objet d'une discrimination défavorable à leur scolarisation. Toutefois, il faut élargir cette question en considérant globalement l'influence de la culture sur l'éducation des filles.
3. Le projet de l'Unicef n'appuie que les écoles publiques. Pourquoi ne s'étendrait-il pas aussi aux écoles privées agréées ? C'est une question de moyens et de priorité.
4. Le projet doit tenir compte d'un certain nombre de paramètres : accès et qualité, langue d'enseignement, manuels et fournitures de base, qualité des enseignants, implication des communautés locales, environnement, etc.
5. Le projet se veut être un modèle expérimental. Si les résultats sont positifs, on pourrait le répliquer sur l'ensemble du système éducatif. L'UNICEF devrait alors accompagner l'expérience afin de capitaliser ses effets.

4.1.6. Pacte de Modernisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (PADEM) Par M. C. MWABILA MALELA

a. Exposé

D'entrée de jeu, l'orateur a indiqué que le PADEM constitue le programme du Gouvernement dans le secteur de l'ESU, approuvé par le Conseil des Ministres et adopté par le Parlement de la Transition.

La communication a été articulée autour des points suivants :

1. Historique et objectifs du PADEM.

Initié par le Professeur Emile Ngoy Kasongo, en s'inspirant des résolutions du Dialogue Inter Congolais, de toutes les stratégies élaborées dans le passé dans ce secteur et des acquis positifs des réformes antérieures, le PADEM s'inscrit dans la nouvelle vision, une vision holistique, d'une société en situation post conflit confronté à toutes les vicissitudes et à tous les effets pervers d'une longue période de guerre. Il prend en compte les programmes d'enseignement, les structures de gestion des établissements, la politique éducative, la carte universitaire ainsi que l'environnement social de travail et d'étude à l'université. Sur cette base, on peut définir les objectifs du PADEM de la manière suivante : (1) réformer et moderniser le système de l'enseignement supérieur et universitaire, (2) revaloriser la profession et la carrière enseignantes, (3) faire de l'université un véritable centre d'excellence.

2. Organisation de la concertation.

Le PADEM se pose comme une base de la refondation de l'ESU en vue d'assurer sa renaissance. Pour cela, il fallait organiser la concertation de tous les spécialistes pour faire l'état de lieu et passer le projet au peigne fin. C'est dans ce cadre qu'une Table Ronde des universités congolaises fut réunie à Lubumbashi du 1^{er} au 13 septembre 2003. Les résolutions de celle-ci furent validées par une Table Ronde plus large convoquée à Kinshasa du 29 au 30 octobre 2003.

3. Principes de base du PADEM

Les principes qui régissent le PADEM portent sur la prise en compte du progrès de la science et des mutations sociales, la promotion de la créativité et de l'esprit critique, la définition des objectifs pédagogiques et du contenu minimal de chaque matière, la détermination de la liste minimale des matières, le regroupement des cours séparés ne constituant qu'une seule matière, la prise en compte de la cohérence et de l'équilibre entre les matières retenues, etc.

Par ailleurs, le PADEM s'affirme comme étant un véritable Pacte en raison du recours à un partenariat basé sur le consensus social, il dénote une volonté politique engagée, il met en chantier des actions concrètes, il préconise une meilleure prise en charge financière et exige la pratique d'une bonne gouvernance.

4. Réalisations du PADEM

A l'actif du PADEM, on peut d'ores et déjà aligner les réalisations suivantes : (2) l'unification du calendrier académique, (2) le lancement de nouveaux programmes et leur mise en œuvre, (3) l'amélioration des conditions salariales des enseignants, (4) l'assainissement du secteur privé de l'ESU par la fermeture d'établissements non viables et (5) la relance de la coopération bilatérale et multilatérale.

5. Attentes

Le PADEM attend des résultats au niveau (1) du renforcement des capacités institutionnelles des établissements de l'ESU, (2) du renouvellement du corps enseignant, notamment par la transformation de certains établissements en universités à part entière, (3) de l'adoption de la technique de l'enseignement à distance, (4) de la réhabilitation des infrastructures, de la construction de nouveaux locaux et de l'équipement.

b. Débat

Les échanges qui ont suivi cette communication ont porté principalement sur :

1. La consultation plus importante du monde du travail et la prise en compte des réalités de ce monde dans la mise en œuvre du PADEM.
2. Dans la mise en œuvre du PADEM, il faudra veiller aux dérapages, spécialement en ce qui concerne la carte universitaire. Les politiciens risquent de se lancer dans une nouvelle forme de politique « d'essaimage » des établissements de triste souvenir. En outre, le déploiement de la carte universitaire doit tenir compte des ressources humaines, surtout des enseignants qualifiés. C'est pourquoi, cette mise en œuvre doit être progressive et planifiée. Il faudra éviter toute précipitation inconsidérée.
3. Les établissements de l'EUS qui ont été fermés n'ont pas été suivis. Certains ont continué à fonctionner dans l'illégalité. Il faut donc renforcer les moyens de contrôle et de suivi.
4. Le PADEM exige, pour sa réalisation des moyens importants. Il faut, d'une part imaginer des stratégies de financement pour la modernisation des équipements ; et d'autre part, obtenir du gouvernement des facilités douanières (exonération) sur les dons ou importations des équipements et autres biens destinés à l'ESU. Parmi les stratégies de financement, les institutions de l'ESU doivent promouvoir la recherche scientifique et les activités de production en vue de l'autofinancement.

5. Le PADEM est le fruit d'une réflexion de l'élite congolaise. Il contient des orientations politiques dont la réalisation nécessite la détermination des priorités et des études approfondies. Par conséquent, il faut élaborer des projets et des micro-projets sur les activités du PADEM afin de les rendre bancables et présentables aux partenaires bailleurs des fonds. A ce sujet, certains projets ont été déjà élaborés, tandis que d'autres sont en cours.
6. Le PADEM ne doit pas évoluer en marge de l'EPSP. Il faut que les deux secteurs s'harmonisent. La modernisation de l'ESU sans une modernisation concomitante de l'EPSP ne peut pas porter des fruits durables.
7. Bien que les missions classiques de l'université soient connues (enseignement, recherche et service à la collectivité), il y a lieu, compte tenu de la situation de notre pays, d'étudier les possibilités d'utilisation des diplômés universitaires.
8. D'autres questions sont restées en suspens dans le PADEM. Elles méritent une attention sérieuse : (1) les critères de nomination et respect du mandat des autorités académiques, (2) l'efficacité du système universitaire, notamment les contenus des cours, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage, les procédures d'évaluation des étudiants, (3) la valorisation de la recherche scientifique, (4) la capitalisation des expériences positives de la privatisation de l'ESU, leur accompagnement et leur soutien, (5) la dynamisation de la pédagogie universitaire, etc.

4.1.7. Processus d'élaboration du DSRP

Par M. KAZADI

Monsieur Justin KAZADI a succédé au Professeur MWABILA MALELA pour parler du DSRP.

Après avoir fait le point sur l'historique du processus DSRP dans le monde et en RDC, l'orateur a présenté les étapes d'élaboration de cette stratégie. Elles comprennent le DSRP intérimaire et le DSRP final.

Le présentateur a insisté sur le fait que le DSRP est un processus participatif dont les principaux axes sont la communication de l'information, la consultation, la collaboration et la décentralisation totale.

Concernant le cadre institutionnel du processus, celui-ci comprend la structure politique, les structures techniques, et les structures consultatives.

A ce sujet, il convient de souligner qu'il existe un groupe thématique sectoriel sur l'éducation. Il revient donc à chaque sous-secteur (EPSP, ESU, éducation non formelle) d'apporter les éléments essentiels devant constituer le INPUT pour pouvoir dégager les axes principaux en rapport avec la réduction de la pauvreté, condition sine qua non pour pouvoir bénéficier d'un appui financier de la part des bailleurs.

4.1.8. Exposé d'orientation sur les travaux en groupes

Par Nadine DUSEPULCHRE

Avant l'éclatement de la plénière en groupes de travail, Mme Nadine DUSEPULCHRE a présenté les orientations à suivre en prévision des résultats attendus. Ces orientations se traduisent en un schéma/canevas qui comprend les étapes ci-après :

- 1° Identifier le problème majeur à résoudre dans le contexte ;
- 2° Analyser ce problème pour cerner les causes ;
- 3° Réfléchir sur les différentes solutions possibles ;

- 4° Opter pour la solution la plus porteuse en termes d'impact sur le système d'éducation, et en même temps la plus réaliste en termes de faisabilité au regard des ressources et des capacités mobilisables ;
- 5° Elaborer des recommandations pour la mise en œuvre adéquate de cette solution :
 - 5.1. Stratégie de mise en œuvres et éléments de plan d'action ;
 - 5.2 Acteurs et capacités nécessaires à la mise en œuvre avec les différents rôles et responsabilités ;
 - 5.3. Ressources à mobiliser et conditions pour une utilisation efficace ;
 - 5.4. Résultats et impact attendus, notamment sur la réduction de la pauvreté.

4.2. Rapports des travaux en groupes

Avant de passer aux rapports proprement dits, il y a lieu faire remarquer que quatre groupes de travail ont été constitués en fonction des thèmes retenus. Il s'agit des groupes suivants :

- Groupe 1 : Thème : Qualité de l'enseignement et de la formation
- Groupe 2 : Thème : Accès à l'éducation
- Groupe 3 : Thème : Adéquation Formation – Emploi
- Groupe 4 : Thème : Gestion institutionnelle

La méthodologie de travail dans chaque groupe comprenait deux moments : les exposés introductifs suivis de débats. Ci-après, la synthèse des travaux en groupes :

4.2.1. Groupe 1 : Qualité de l'enseignement et de la formation

Les exposés introductifs ont porté sur les sous-thèmes suivants :

- a. Formation initiale et continue des formateurs, par Monsieur LUTHULI.
- b. Préparation de la relève académique et recyclage des professeurs, par le Prof. NGONGO DISASHI.
- c. Condition d'apprentissage (environnement matériel, didactique laboratoire, etc.), par Monsieur LOMENGO.

Après l'audition de ces trois exposés, le Modérateur a proposé que chaque exposé constitue une piste de réflexion devant répondre à une question clé. Ainsi trois sous-groupes ont été constitués pour répondre aux questions suivantes :

Sous-groupe 1a : Quelles formation initiale et formation continue pour résoudre la sous-qualification et professionnaliser les formateurs ?

Sous-groupe 1b : Comment disposer dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire d'un personnel qualifié, compétent et en nombre suffisant ?

Sous-groupe 1c : Quels intrants matériels essentiels et quelle utilisation efficace pour un apprentissage de qualité pour tous ?

Les sous-groupes ainsi constitués ont produit chacun un rapport sectoriel dont les principales recommandations sont reprises dans le chapitre 5 du présent rapport final.

Outre les recommandations, les rapports comprennent les éléments suivants pour chaque aspect développé par les sous-groupes qui sont consignés dans les tableaux en annexe :

- les causes en ordre prioritaire ;
- les solutions en ordre prioritaire ;
- les stratégies d'intervention ;
- les acteurs ;
- les résultats et impacts attendus.

4.2.2. Groupe 2 : Accès à l'éducation

1. Introduction

Les exposés introductifs ont porté sur les sous-thèmes suivants:

- a. Disparités entre garçons et filles, pauvres et riches, milieux rural et urbain, par le prof LUTUTALA,
- b. Les élèves hors âge (expériences- de l'Est de la RDC), par Madame MIKEKEMO – AKUMUTU ;
- c. Université de masse ou élitiste, par le Prof. SABAKINU.

S'en est ensuite suivi des échanges sur les trois exposés et une ligne de conduite a été édictée de manière à ressortir les constats, les causes et à dégager les stratégies qui permettraient à tout enfant congolais l'accès à l'Education. Les recommandations faites par le Groupe sont reprises dans le chapitre 5 du présent rapport final. Tous les autres détails figurent en annexe

2. Constats

Le groupe note que le faible accès à l'Education est manifeste chez tous les enfants sans discrimination de sexe, c'est-à-dire, filles et garçons. Il paraît plus accentué dans les familles pauvres plus que dans les familles riches, dans les milieux ruraux plus que dans les zones urbaines, ainsi que dans les groupes défavorisés.

3. Causes

Les causes suivantes ont été épinglées en rapport avec le faible accès à l'éducation:

- Incapacité des parents à payer les frais scolaires, académiques et de formation professionnelle ;
- Ignorance et négligence des parents sur l'importance de l'éducation de l'enfant ;
- Démission de l'Etat (Budget insignifiant alloué au secteur de l'Education) ;
- Insuffisance de la volonté politique ;
- Non-adaptation du système scolaire par rapport aux personnes hors-âge et autres groupes défavorisés ;
- Absence, insuffisance et éloignement des infrastructures scolaires et académiques par rapport aux demandeurs de l'Education ;
- Délabrement des infrastructures scolaires, académiques et de la formation professionnelle ;

- Insécurité due à la guerre ;
- Mariages et grossesse précoces ;
- Exploitation économique de la fille et du garçon ;
- Statut social de la fille et du garçon bafoué ;
- Dévalorisation de l'école, des centres de promotion sociale, des instituts supérieurs et des universités.

Les recommandations adoptées par la Table Ronde dans le but d'améliorer l'accès à l'éducation sont reprises au chapitre 5 du présent rapport.

4.2.3. Groupe 3 : Adéquation Formation - Emploi

1. Introduction

Les exposés introductifs ont porté sur les sous-thèmes suivants:

1. L'Enseignement technique et formation professionnels par le Directeur SANGASO
2. L'Enseignement et monde de travail par le Prof. NGUB'USIM de l'ANEP
3. L'Approche par les compétences par Crispin NGULUNGU et le Prof. Pierre GAMBEMBO

Un enchaînement logique a été discerné entre les trois exposés.

Le groupe a ensuite relevé l'importance de l'Education et de la formation professionnelle sur 2 aspects :

1. Un pays en construction comme la RD Congo a besoin de gens qualifiés pour la création d'entreprises afin de relancer son développement économique.
2. Disponibiliser le personnel qualifié pour les entreprises existantes.

2. Constats

1. L'orientation des élèves vers les filières professionnelles est faible en général. Certaines filières telles que l'agriculture, la maçonnerie n'ont quasi pas de candidats à cause du mythe du diplôme et de l'université entretenu dans la société congolaise.
2. L'offre d'emploi demeure faible vu le contexte socio-économique du pays.
3. La multiplicité des textes et le manque de coordination des différents intervenants dans la formation professionnelle et technique.
4. Les nouveaux besoins dus à l'évolution de la technologie ne sont pas couverts.
5. Toutes les potentialités économiques ne sont pas exploitées.
6. Les besoins du marché du travail en main d'œuvre qualifiée ne sont pas connus avec précision pour ce qui existe et pour les emplois à créer.
7. Inadéquation entre l'emploi et la formation au niveau du savoir, du savoir-faire pratique, et du savoir-être (c'est-à-dire pas de formation d'un citoyen, pas d'esprit d'initiative et de créativité, manque d'équipement et de compétence psycho-sociale).

Les discussions qui ont suivi ces exposés ont donné lieu aux recommandations contenues dans le Chapitre 5 du présent rapport final.

4.2.4. Groupe 4 : Gestion institutionnelle

1. Introduction

Tour à tour, le groupe a passé en revue l'arsenal juridique et réglementaire qui régit actuellement l'enseignement dans notre pays.

Le premier document à être passé au crible, document fondamental du reste, a été la loi-cadre de l'enseignement national de septembre 1986 en vigueur.

D'autres textes légaux à caractère administratif, pédagogique et financier ont été également cernés par le groupe.

2. Constat

Après un examen approfondi de tous ces documents, il se dégage ce qui suit :

a. De la Loi-cadre de l'enseignement national

La Loi-cadre de l'enseignement en vigueur conçue et publiée à une époque de gestion politique monolithique (MPR-Parti-Etat) n'est plus adaptée à certaines exigences, mutations et évolutions actuelles du système éducatif.

A la lumière d'un exposé d'éclairage présenté par le Professeur SESEP de l'UNIKIN sur l'économie des textes juridiques existants, les contraintes les plus remarquables suivantes ont été épinglées au passif de cette loi :

1. Elle est lacunaire, en ce sens qu'elle n'aborde pas tous les aspects du système d'enseignement, notamment en ce qui concerne le caractère non formel et le l'organisation du partenariat éducatif ;
2. Elle privilégie l'instruction au détriment de l'éducation ;
3. Elle accorde peu d'attention aux droits des enfants, ou mieux, elle s'intéresse plus à la catégorie particulière des enfants et des jeunes scolarisés qu'à la jeunesse dans sa globalité ;
4. Elle est muette sur les droits et les obligations des enseignants ;
5. Elle consacre le monopole de l'Etat en tant que Pouvoir organisateur de l'enseignement et ne prend pas en compte le partenariat comme stratégie et mode de gestion du système éducatif. En ce qui concerne l'enseignement supérieur et Universitaire, elle ne prend pas en compte la réalité et l'existence de l'Enseignement Supérieur et Universitaire privé et crée ainsi un vide juridique qui condamne ce secteur à évoluer en marge de la loi ;
6. Elle consacre la politisation de l'éducation conçue en fonction des idéaux du MPR – Parti-Etat ;
7. Elle ne comporte pas les mesures d'application qui devraient la compléter et en faciliter l'applicabilité.

Par contre, la nouvelle vision contenue dans le nouveau projet initié à la suite des Etats Généraux de l'Education se caractérise par :

1. la vision globale du Gouvernement en matière d'éducation par l'adoption d'une déclaration politique de l'éducation ;

2. la finalité du nouveau type d'éducation ;
3. la stratégie de développement socio-économique ;
4. les principaux problèmes à résoudre ;
5. les grandes priorités de l'éducation ;
6. les objectifs principaux à poursuivre ;
7. les stratégies d'action ;
8. les responsabilités des différents acteurs appelés à intervenir au titre de partenaire dans l'exécution de ce plan d'action ;
9. les moyens opérationnels en vue d'assurer l'efficacité de la mise en route du nouveau système éducatif ;
10. le financement de l'éducation.

Il a donc été relevé comme problème majeur, l'inadéquation entre la vision ancienne et la nouvelle décrite ci-haut.

Devant cette situation qui constitue une grande contrainte dans la gestion du système éducatif en pleine mutation, il a été adopté comme solution immédiate, la révision de la Loi-cadre actuelle et la publication urgente d'une nouvelle.

b. Des autres textes

Il y a lieu de signaler que parmi les autres textes légaux et réglementaires de la gestion de notre enseignement qui posent problème, le groupe a retenu comme prioritaires les suivants :

- a) Les ordonnances n°91-231 et 91-232 du 15 août 1991 portant respectivement règlement d'administration relatif au corps des inspecteurs de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel et au personnel des établissements publics de l'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel souffrent de non application jusqu'à ce jour ;
- b) L'obligation et la gratuité de l'Enseignement primaire qui n'ont connu aucun début d'exécution ;
- c) La non effectivité du versement des subsides de fonctionnement des écoles primaires publiques et privées agréées des milieux périphériques décidé dernièrement à l'atelier sur la rentrée scolaire 2004 – 2005.
- d) Les écoles de rattrapage pour les élèves ayant dépassé l'âge scolaire (surtout en primaire) ;
- e) Le Comité de lutte contre l'analphabétisme repris dans l'arrêté sur le CONALAZA au Ministère des affaires Sociales qui souffre de non exécution ;
- f) L'Ordonnance 394 du 12/10/1995 sur l'éducation sociale non mise intégralement en application ;
- g) L'Ordonnance-loi 81-025 du 3/10/1981 portant organisation générale de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ;
- h) L'Ordonnance-loi 82-012 du 29/03/1988 relative à la collation des grades académiques au sein des universités ;
- i) La révision et de finalisation des statuts des différentes catégories du personnel de l'ESU ;
- j) Les textes réglementaires sur les évaluations (EXETAT, TENAFEP) qui sont à revoir ;

- k) La mise à la retraite progressive des enseignants du primaire et du secondaire ayant déjà atteint l'âge limite dans la fonction.

Les recommandations du Groupe sur cette matière sont contenues dans le Chapitre 5 du présent rapport final.

5. RECOMMANDATIONS

Ce paragraphe a l'avantage de reprendre les recommandations formulées par la Table Ronde sur l'Education en RDC en rapport avec les quatre thèmes principaux :

I. Qualité de l'enseignement et de la formation

1.1. En rapport avec la formation

a. La formation initiale des formateurs :

- Niveau primaire
 - Intensifier la formation pédagogique de la 3^e en 6^e années secondaires après les deux années du secondaire générale ;
 - Renforcer la formation en rapport avec la gestion d'une classe et la déontologie professionnelle ;
- Niveau secondaire
 - Prévoir une année d'agrégation pédagogique en plus de la qualification scientifique de ceux qui n'ont pas reçu la formation pédagogique.

b. La formation continue

- Organiser un stage de formation à l'intention des formateurs du secondaire SERNAFOR, chacun dans sa spécialisation à intervalles réguliers ;
- Organiser une formation à distance par la radio scolaire ;
- Créer des centres de ressources pédagogiques avec bibliothèque, ordinateurs connectés à l'Internet ;
- Créer des cercles de qualité au niveau des écoles dans lesquels les enseignants discutent des résultats scolaires et des problèmes pédagogiques ;
- Former des inspecteurs pédagogiques.

Pour le personnel sous-qualifié du secondaire, il faut une formation qualifiante d'une année à l'instar de l'agrégation de l'enseignement moyen du degré supérieur.

1.2. En rapport avec la relève académique (Comment disposer d'un nombre suffisant et qualifié d'enseignants en ESU ?)

- Améliorer les conditions salariales et professionnelles du corps académique et scientifique ;
- Organiser la carrière scientifique et le statut du personnel scientifique ;
- Prendre en charge la mobilité des enseignants ;

- Réduire la charge de la formation ;
- Planifier l'implantation et reconnaître les universités privées et communautaires viables ;
- Améliorer l'environnement de travail ;
- Réintroduire la politique de méritocratie ;
- Renforcer les échanges inter universitaires Sud-Sud et Sud-Nord/Nord-Sud ;
- Ré-équiper les laboratoires des langues

1.3. En rapport avec les conditions d'apprentissage (intrants matériels essentiels)

a. Solutions possibles pour résoudre le problème ;

- La mise à jour des programmes en fonction des innovations scientifiques et pédagogiques ;
- La reproduction en quantité suffisante des programmes reformés pour atteindre le ratio un enseignant un programme ;
- Mise à la disposition des enseignants du guide du maître et des manuels d'apprentissage pour les disciplines de base.

b. Recommandations pour la mise en œuvre adéquate de cette solution

- Doter des écoles de supports pédagogiques de base adaptés au programme et des manuels scolaires en quantité suffisante;
- Equiper les écoles en matériel pédagogique de base ;
- Promouvoir la fabrication du matériel didactique de base avec les moyens locaux et nationaux et activer la formation du personnel enseignant en cette matière
- Organiser la formation des formateurs sur l'utilisation rationnelle du programme et des manuels.

En ce qui concerne la mise à jour des programmes relus, les tâches essentielles consistent à :

- (a) Elaborer
- (b) Expérimenter
- (c) Généraliser
- (d) Diffuser

2. Accès à l'éducation

Pour pouvoir améliorer l'accès à l'éducation, les recommandations suivantes ont été formulées ::

- Accroître la part du budget annuel alloué au secteur de l'éducation de manière à :
 - supprimer la prise en charge des enseignants par les parents ;
 - améliorer sensiblement les salaires des enseignants ;
 - construire de nouvelles infrastructures pour tous les trois secteurs des activités de l'enseignement. ;
 - réhabiliter les infrastructures existantes.
- Mobiliser, sensibiliser et éduquer les parents sur l'importance de l'éducation ;

- Mener des plaidoyers auprès des autorités politiques en vue d'obtenir leur engagement à favoriser l'accès à l'éducation ;
- Réorganiser la carte scolaire, académique et sociale ;
- Mobiliser les partenaires internationaux et les acteurs nationaux de développement pour contribuer à l'accès à l'éducation ;
- Renforcer et structurer les campagnes d'alphabétisation sur l'ensemble du territoire national ;
- Harmoniser le programme national de rattrapage scolaire et le programme d'éducation d'urgence ;
- Etendre le programme harmonisé dans toutes les provinces.

Enfin, il a été adopté que la paix et la bonne gouvernance sont les conditions essentielles pour le développement et l'accès à l'éducation.

3. Adéquation formation – emploi

Les recommandations suivantes ont été formulées pour cette fin :

- a. Présenter aux élèves l'éventail des possibilités de formation et d'emploi qui les attendent après la formation.
- b. Etudier les différents secteurs macro-économiques et évaluer les besoins quantitatifs et qualitatifs de chaque secteur.
- c. Uniformiser et actualiser les textes qui donnent le profil de l'homme à former, d'où l'élaboration d'une politique nationale sur l'emploi et la formation professionnelle en s'appuyant sur des approches ayant fait preuve d'efficacité, notamment l'Approche par les compétences.
- d.. Créer une structure du genre « Conseil National de l'Education » comprenant tous les intervenants publics et privés dans la formation professionnelle et technique et dans l'utilisation des produits finis (ministères, partenaires, patronat,...). Son rôle consisterait à :
 - Elaborer des programmes complémentaires et cohérents pour la formation formelle et non formelle des différentes catégories socio-professionnelles.
 - Traiter de tous les problèmes liés à la formation technique et professionnelle et en fin de formation certifier et valider la formation reçue pour chaque spécialité.
 - Encourager la potentialité de tous les intervenants, sensibiliser et disponibiliser les informations sur la formation professionnelle avant la formation des formateurs ;
 - Faire l'état des lieux des écoles et centres de formation professionnelle.
- e. Renforcer le partenariat entre entreprises et monde de l'éducation.

Certaines dispositions devraient être prises pour la mise en œuvre effective de cette structure

- Signature d'un arrêté interministériel portant création de cette structure de concertation entre tous les intervenants dans la formation professionnelle ;
- Existence de son cadre juridique pour son fonctionnement ;
- Enquêtes préalables dans chaque province sur les secteurs de l'emploi, les besoins en personnel qualifié et les potentialités qu'elle offre ;
- Dotation de cette structure de moyens autonomes pour son fonctionnement ;
- Assurance d'une rémunération substantielle pour attirer et encourager les élèves à suivre la section professionnelle et technique.

Concernant les ressources, il a été recommandé ce qui suit :

- Grâce à la politique de bonne gouvernance, l'Etat congolais sera amené à insérer dans son budget les fonds destinés à financer la formation professionnelle et technique.
- L'autofinancement des écoles et des centres doit être envisagé.
- L'apport des partenaires est indispensable pour compléter les ressources et doter chaque finaliste d'un outillage lui permettant de démarrer dans le monde du travail.

Concernant les acteurs, ceux-ci comprennent tous les intervenants dans la formation professionnelle et technique (Ministères de l'EPSP, de l'ESU, des Affaires sociales, de la jeunesse, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les ONG, les parents, ...).

Les résultats et impacts attendus sont

- La formation socio-professionnelle organisée de manière à permettre une évaluation suivie et uniforme ;
- L'inadéquation entre formation et travail réduit ;
- Le chômage réduit ;
- Le rajeunissement assuré de la main d'œuvre qualifiée pour les métiers abandonnés ;
- La démobilisation et la réintégration sociale et économique des ex-combattants et des conflits localisés ;
- Les modules de formation élaborés suivant les spécificités ;
- la demande plus accrue des filles et des garçons pour les écoles techniques et professionnelles ;
- Enfin, la réduction de la pauvreté entamée grâce à l'utilisation rationnelle optimale de la main d'œuvre qualifiée dans le monde du travail.

4. Gestion institutionnelle du système éducatif congolais

Les principales recommandations sont les suivantes :

De la Loi-cadre de l'enseignement national

- a. l'organisation dans un meilleur délai, d'un atelier consacré à la révision de la Loi-cadre et à la charte nationale de l'Education ;
- b. la mise sur pied d'une équipe qui réunirait les Ministères concernés par l'enseignement pour un examen préliminaire du projet de la nouvelle Loi-cadre et de la Charte nationale de l'éducation ;
- c. l'apport des bailleurs en matière de logistique et de financement de l'atelier ;
- d. l'équipe technique mise en place finalise les contacts avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux pour organiser cette rencontre.

Des autres textes

- a. l'application rationnelle des ordonnances 231 et 232 ;
- b. la mise en application accélérée de la gratuité de l'enseignement primaire ;
- c. la poursuite des travaux de la transposition des grades du personnel enseignant avec l'appui financier des partenaires bilatéraux et multilatéraux ;

- d. l'effectivité du versement par le Gouvernement des subsides de fonctionnement aux écoles primaires publiques ainsi qu'à celles privées agréées des milieux périphériques aux autres lieux dépourvus d'écoles publiques. Il demande l'extension de ces subsides aux centres de promotion sociale du Ministère des Affaires Sociales ;
- e. l'harmonisation des vues entre les Ministères de l'EPSP et des Affaires Sociales afin de hâter la création et le fonctionnement des écoles de rattrapage rendus impérieux par plus de cinq ans de guerre dans notre pays ;
- f. la révision des textes relatifs aux évaluations en tenant compte des évolutions actuelles ;
- g. la révision et l'adaptation de tous les autres textes cités ci-haut en vue de leur encrage dans les réalités présentes au regard de toutes les mutations.

Ainsi donc, la révision de la Loi-cadre et des autres textes juridiques ne manquera pas d'aboutir aux résultats suivants :

- a. Renforcement des capacités de gestion du système éducatif ;
- b. Amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs pédagogiques ;
- c. Mêmes vision et entendement du partenariat éducatif par tous les acteurs, d'où plus de collaboration et de dialogue entre différents partenaires ;
- d. Redéfinition claire et meilleure de la distribution des tâches.

L'impact le plus immédiat et le plus évident sera le meilleur encadrement du premier de cet espace juridique aéré qu'est l'élève ou l'enfant tout court, sans oublier à long terme le développement durable que tout le monde appelle de tous ses vœux.

En définitive, pour mettre fin aux multiples situations qui évoluent en marge de la Loi et qui compromettent la bonne gestion de notre système éducatif, il importe d'organiser dans le meilleur délai un atelier national qui finaliserait une législation de l'éducation qui tienne compte des mutations intervenues dans le pays depuis la Conférence Nationale Souveraine et des pistes d'actions suggérées au cours des deux dernières décennies pour revigorer le système éducatif.

NB : Les rapports des travaux en groupes adoptés en plénière sont présentés en annexe de ce présent rapport.

5. REUNION DU COMITE DE CONCERTATION

En marge de la Table Ronde, le Comité de concertation des partenaires opérant dans le secteur de l'éducation a tenu sa troisième réunion afin d'établir le calendrier de la prochaine réunion et en établir l'ordre du jour en vue du suivi des recommandations issues de ladite Table Ronde.

A cette occasion, les membres du Comité de concertation se sont convenus de tenir leur prochaine réunion le 08 octobre 2004 à 9 h³⁰ à l'Ambassade de Belgique avec l'ordre du jour comprenant les points suivants :

- Examen comparé des documents suivants
 - (a) Programme Minimum de Partenariat pour la Transition et la Relance de la RDC (PMPTR)
 - (b) Rapport final de la Table Ronde sur l'Education

- Elargissement éventuel du Comité de concertation
- Actualisation des termes de référence du Comité de Concertation

6. SÉANCE DE CLÔTURE ET DÉCLARATION FINALE DE LA TABLE RONDE

La Table Ronde a terminé ses travaux par une cérémonie officielle de clôture présidée par Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République en charge de la Commission gouvernementale sociale et culturelle.

Quatre temps forts ont marqué cette cérémonie, à savoir :

- le mot de remerciement de Madame Martine Van DOOREN, Représentante du Gouvernement belge ;
- le message de Monsieur Francisco SEDDOH, Représentant de l'UNESCO ;
- la lecture de la déclaration finale de la Table Ronde par Madame Willy KIKUNGU, participante et conseillère au Cabinet du Ministre des Affaires Sociales (Déclaration finale en annexe) ;
- Le mot de clôture de Son Excellence Monsieur Arthur Z'AHIDI NGOMA, Vice-Président de la République.